

M^e WILLIAM BOURDON, AVOCAT DE CHANI MEDJDOUB : «Le Luxembourg aurait dû déclencher une enquête pour blanchiment d'argent»

M^e William Bourdon a rejoint le pool d'avocats chargé de défendre Chani Medjdoub dans le procès en appel de l'affaire des commissions versées par les entreprises chinoises ZTE et Huawei. Rencontré à Alger, l'avocat au barreau de Paris et président de Sherpa (association d'aide et de défense des populations victimes de crimes économiques), M^e Bourdon estime que la condamnation de son client cache de graves dysfonctionnements du système de contrôle financier au Luxembourg.

Entretien réalisé
par Tarek Hafid

Le Soir d'Algérie : M^e Bourdon, vous êtes constitué dans l'affaire Algérie Télécom au profit de M. Chani Medjdoub. Quel a été votre apport dans le cadre du procès en appel qui s'est ouvert mardi ?

M^e Bourdon : J'ai une certaine expérience des dossiers internationaux et il m'arrive souvent de travailler aux côtés de confrères, notamment sur le continent africain. Dans ce cas précis, nous avons un homme qui proteste de son innocence, inlassablement et depuis la première seconde où il a été incarcéré. Rien n'est plus noble pour un avocat que de défendre un homme qui est totalement innocent des charges retenues contre lui. L'examen que j'ai fait du dossier me convainc du fait que Chani Medjdoub est innocent et qu'il n'aurait jamais dû être inculpé et, a fortiori, condamné à une peine de 18 ans de réclusion. C'est une peine de mort sociale, d'élimination. Les charges retenues contre lui sont extraordinairement faibles. Quiconque les examine de façon objective se convaincra du fait que la seule décision possible est une décision de relaxe. Chani Medjdoub était installé au Luxembourg depuis plus de 25 ans et dirigeait une



Photo : DR

société de conseil. Il n'a jamais attiré l'attention ou suscité la moindre réserve. Il est étonnant de constater le rapprochement intellectuel qui a été fait par le tribunal entre le fragment de la déclaration d'un témoin, M. Dominique Ferminé en l'occurrence, et un document bancaire où le nom de mon client apparaît aux côtés de M. Boukhari. Le fait que les deux prévenus ne se connaissaient pas est une vérité acquise dans le dossier. On peut considérer que Chani Medjdoub a été pris en mûchoire entre une commission rogatoire de la justice algérienne, l'attitude ambiguë du Grand Duché du Luxembourg qui a agi en connivence avec un système bancaire de plus en plus critiqué, et enfin la banque Natixis qui n'a pas rempli ses obligations ni appliqué la réglementation en vigueur. C'est cette triade-là qui a fabriqué la mûchoire qui s'est refermée sur Chani.

La banque Natixis est responsable...

Il n'existe aucune obligation légale pesant sur Chani Medjdoub pour vérifier l'identité du bénéficiaire des sociétés off-shore. Il n'est ni banquier, ni commissaire aux comptes. Cette obligation pèse sur la banque. Il y a des obligations très précises qui pèsent sur les banques et qui ne sont pas les mêmes qui pèsent sur les autres professions. Non seulement Natixis n'a pas rempli ses obligations, mais, la cupidité aidant et vu l'importance des sommes en jeu, a accepté d'ouvrir des comptes bancaires au profit d'un haut fonction-

naire algérien sur la simple présentation d'un passeport. Il est évident que Natixis a offert des facilités à une personnalité politiquement exposée. Après avoir été ouverts, ces comptes ont été mouvementés sans que Chani Medjdoub ne le sache, dans le cadre d'un abus de mandat. La banque a fermé les yeux. Elle l'a fait car l'argent n'a pas d'odeur. Voilà la martingale de cette histoire ! Le Grand Duché du Luxembourg aurait dû être alerté par ces dysfonctionnements. Une enquête pour blanchiment d'argent aurait dû être déclenchée. Si ces investigations étaient allées jusqu'au bout, il serait apparu que Chani Medjdoub est une victime collatérale d'une série de dysfonctionnements à l'échelon du Luxembourg et d'une procédure judiciaire un peu trop orientée du côté algérien.

Dans le traitement de cette affaire, n'y a-t-il pas un problème de méconnaissance des mécanismes qui régissent le système financier international ?

Il y a de formidables magistrats et des avocats très compétents à Alger. Mais le savoir-faire et des techniques sont de plus en plus sophistiqués. L'avancée des moyens de dissimulation fait que le gendarme court toujours derrière le voleur. Quand on lit le jugement rendu dans cette affaire, on constate qu'il existe une surinterprétation de certains fragments des propos tenus par Dominique Ferminé. Mais le fait d'habiter le Luxembourg ne fait pas de vous

une personne sulfureuse. Si l'on poursuit Chani Medjdoub, il faut poursuivre les milliers d'avocats, de juristes et d'agences de conseil qui, tous les jours, créent des sociétés off-shore. Tous les jours, ce sont des milliers de sociétés off-shore qui sont ouvertes à travers le monde. Une grande partie de ces sociétés ne fonctionnent pas automatiquement dans l'illégalité. Ce n'est pas forcément de l'argent sale. Les sociétés off-shore sont indispensables pour le capitalisme financier mais aussi pour les Etats. Dans le cadre de grands contrats internationaux, les Etats européens et même des pays comme l'Algérie ont, de façon transparente, recours à des structures off-shore. Il ne faut pas raisonner par amalgame sinon ce sont des milliers et des milliers de personnes qui doivent être envoyées en prison. Ce n'est ni le sens de la loi algérienne ni celui de la loi internationale. Pour condamner quelqu'un pour blanchiment, qui est une infraction très conceptualisée et très précise, il faut autre chose que de simples impressions.

Comment voyez-vous l'issue de ce procès ?

Je dois dire que je suis très honoré de plaider devant la justice algérienne. Je suis très sensible par la confiance qui m'est faite par M. Chani et ses avocats. Personnellement, je m'inscris dans une défense technique avec comme sous-jacent les défis de la lutte contre la corruption. Je fais confiance en la cour d'appel d'Alger, au professionnalisme et à l'intégrité du magistrat.

Pensez-vous que Dominique Ferminé sera convoqué par la cour d'appel ?

Nous avons proposé qu'il soit entendu en vidéoconférence. Il est important de dire deux choses à propos de Dominique Ferminé. La première est que le pacte civil et politique de 1966 de New York, ratifié par l'Algérie, fait que l'on ne peut prononcer une condamnation sur la base d'une déclaration écrite qui n'a pas été discutée contradictoirement et débattue publiquement. Le témoignage de l'être

humain est fragile et c'est parce qu'il est fragile qu'il faut le discuter contradictoirement pour en apprécier l'essence de l'authenticité. Deuxièmement, quelles que soient les interprétations qu'on en fait, ce témoignage est à décharge pour Chani Medjdoub. Ferminé explique bien que tous les mécanismes de contrôle de la banque ont totalement échoué. Je pense que cette situation arrange bien des personnes au Luxembourg que Chani apparaisse comme le bouc émissaire et que Boukhari joue le rôle de fusible, pour éviter les investigations qui auraient été très embarrassantes. Donc il y a une forme de connivence de fait entre la banque Natixis, le Grand Duché du Luxembourg et ceux qui espèrent que jeter à la vindicte populaire tel et tel nom suffira à faire croire qu'il y a une volonté de lutter contre la corruption.

Les procès que traite ces dernières années la justice algérienne dénotent-ils d'une volonté de lutte contre la corruption ?

La lutte contre la corruption est une démarche difficile, elle doit aller de paire avec le renforcement de la démocratie et la consolidation de l'indépendance de la justice. La lutte contre la corruption est l'affaire de tous, sans manipulation ni instrumentalisation. Il n'y a pas de lutte contre la corruption sans indépendance de la justice. Malheureusement, la dimension très morale et populaire de la lutte contre la corruption conduit parfois à de graves effets pervers. Nous nous retrouvons donc dans une situation de manipulation de la lutte contre la corruption. Ceux qui la mènent ont la plus noble des intentions, mais en fait, ils peuvent servir un double intérêt : créer une illusion de l'impartialité de l'Etat et régler des comptes en écartant ceux que l'on estime être des gêneurs. L'exemple le plus caricatural est celui de la Chine où des condamnations à mort sont prononcées tous les mois alors que la corruption au plus haut niveau du Parti communiste chinois n'a jamais été aussi étendue.

T. H.

RÉORGANISATION DE L'EXERCICE DE LA PROFESSION

Les avocats affûtent leurs armes

L'avant-projet de loi régissant la profession d'avocat, actuellement au niveau du bureau de l'Assemblée nationale, constituera, à coup sûr, l'un des points chauds qui marqueront la nouvelle législature. La question a été évoquée lors de l'assemblée générale des avocats de la capitale qui s'est tenue au siège de la Centrale syndicale.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - L'assemblée générale reportée deux fois de suite «pour des raisons techniques», dit-on, a été marquée par l'absence significative des robes noires. Une situation qui a soulevé des interrogations et des commentaires.

Certains avocats rencontrés sur les lieux craignent «qu'il s'agit d'une démobilisation des robes noires», alors que du côté du bâtonnier, M^e Sellini, on impute cette situation «au manque d'information». Il n'en demeure que la réunion de jeudi dernier était notam-

ment consacrée au bilan moral et financier. Il était également question de donner la parole aux avocats pour faire état de leur avis sur la question du projet de loi relative à la profession d'avocat, mais également des conditions d'installation en Algérie des cabinets d'avocats étrangers.

Deux points que les avocats ont évoqués certes mais aucune décision n'a été prise. Selon le bâtonnier Sellini, les recommandations de l'Union nationale des barreaux d'Algérie (l'Unab), faites lors de la réunion de Béjaïa, constituent le référent des revendications des avocats. En vérité, ces inquiétudes des avocats, qui semblent fort justifiées, trouvent leur origine dans certaines dispositions du projet de loi portant organisation de la profession d'avocat. Selon nombre d'avocats, ce projet comporte des dispositions qui visent à «restreindre» la liberté de manœuvre de l'avocat lors de l'audience. C'est le cas de

l'alinéa 7 de l'article 24 de ce projet de loi, qui évoque les «incidents d'audience» et les mesures disciplinaires qui s'ensuivent, qui a en effet suscité le plus de réserves des robes noires et qui comptent ainsi sur le concours des députés pour le reformuler, de telle sorte à ce qu'il soit expurgé des «menaces» qui pourraient peser sur eux au cas où le magistrat juge que l'avocat a entravé le cours normal de l'audience.

«Nous n'avons pas uniquement formulé des réserves sur cet article, mais nous l'avons refusé comme nous avons exprimé notre refus des interventions et des pressions que pourraient subir les avocats de la part des magistrats. En somme, nous refusons que l'avocat soit humilié», explique un avocat, qui rappelle que «les députés de la commission des affaires juridiques de l'ex-législature se sont montrés très compréhensifs à l'égard de nos préoccupations».

Abdelmadjid Sellini, le bâtonnier d'Alger, avait déclaré à ce propos que «ce projet de texte intervient au moment où le monde arabe connaît un printemps prometteur pour sa démocratisation et son entrée, trop longtemps retardée, dans la modernité et le progrès social», soulignant qu'«une bureaucratie irresponsable entend nous engager dans une régression aux effets ravageurs à l'égard de toute velléité d'ambition pour la construction d'un réel Etat de droit».

Dans leur totalité, les intervenants ont plaidé pour le retrait pur et simple du texte. Selon Abdelmadjid Sellini, ce texte est une atteinte grave aux droits de la défense. Ajoutant que cette disposition n'est autre que la «photocopie du texte de 2001 (largement décrié par les avocats) qui a pour seul objectif de mettre l'avocat sous la coupe du parquet».

A. B.